

Opposition municipale

Élu-e-s Malakoff Plurielle > 3 élu-e-s
Freinons la spéculation foncière

Malakoff est déjà très dense et tous les ateliers organisés sur la ville dans le cadre du PLUI (plan local d'urbanisme, désormais interurbain) ont montré l'attachement des habitants au respect de la diversité urbaine et sociale de la ville. Densifier, certes, mais pas n'importe comment ! Evoluer, accueillir de nouveaux habitants et de nouvelles activités tout en conservant son caractère, ses spécificités : oui ! Mais ce souhait partagé est-il possible ?

Notre ville s'est engagée à soutenir une urbanisation à la fois raisonnable et vertueuse sur le plan écologique. Mais quels sont les outils de ce bel objectif ? Comment atteindre celui-ci dans un Territoire qui regroupe 11 communes très diverses, aux politiques parfois antagonistes ?

Il existe à Malakoff une charte de la construction et de la ville durable. C'est une excellente chose et son évolution récente, plus « verte », va dans le bon sens. Toutefois, contraindre les spéculateurs fonciers est difficile et nous pensons que notre ville peut encore progresser dans ce domaine.

La ville pourrait en particulier s'appliquer à elle-même quelques principes simples comme l'intégration systématique d'une clause de non spéculation dans les contrats de vente, dès qu'elle cède elle-même un bien à un tiers. Malakoff pourrait également promouvoir davantage les dispositifs qui permettent à des classes moyennes d'accéder à la propriété à un moindre coût et qui utilisent ces clauses. C'est déjà le cas avec l'accroissement du nombre de logements en accession sociale à la propriété ; mais nous regrettons que les projets d'habitat coopératifs soient, par exemple, si peu nombreux à Malakoff, tout comme les baux réels solidaires (où l'on devient propriétaire de son logement mais pas du terrain). Freiner au maximum la spéculation foncière, c'est préserver une mixité sociale de plus en plus fragile.

 **Emmanuelle Jannès**
 Conseillère municipale
 emmanuellejannes@yahoo.fr

Élu-e-s France insoumise et citoyen-ne-s > 3 élu-e-s
Restons vigilants

En Commission d'Appel d'Offre (CAO), les élus de la majorité ont accordé à Mme Tricot les missions d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du projet urbain 100% Barbusse pour un montant de 1437 060 €.

Pourquoi est-ce un problème ? Tout simplement parce que c'était la seule offre qui était présente en CAO, pour un marché à plus de 1 400 000 €. Nous avons demandé à rendre cet appel d'offre infructueux afin de pouvoir en relancer un et avoir une plus grande visibilité pour obtenir plusieurs offres comparatives. Ce qui a été refusé par des élus de la majorité, pourtant l'usage aurait voulu que l'on rende cet appel d'offre caduque.

Après avoir balayé d'un revers de main la saisine citoyenne concernant le bd Barbusse/Louise Michel

et la rue Avaulee, la majorité continue de décider seule contre les habitants.

La démocratie participative est illusoire. Les habitants ne décident ni du futur de leur quartier, ni de rien, sauf quand ça va dans le sens de la majorité. La majorité décide seule. Cette majorité devrait être à l'écoute de tous. Nous avons fait économiser plus de 550 000€ sur les travaux concernant les courts de tennis Athea Gibson.

Pour 2023, la majorité avait budgété 700 000 € pour mettre une légère couverture sur les 2 courts. Outre le fait que personne n'avait demandé cette couverture légère, le coût exorbitant nous avait inquiété. Nous avons alors alerté la majorité sur le fait qu'investir cette somme était une aberration totale, sachant que changer le revêtement de 2 terrains de tennis coûtait 150 000 € maximum. Ils nous avaient répondu avec un mépris total que nous avions « toujours la vérité vraie »...

Notre vigilance aura porté ses fruits, la majorité changera le revêtement pour un coût de 148 000 €. Ce sont donc plus de 550 000 € d'économie en investissement pour Malakoff, ses habitantes et ses habitants. Le temps nous aura encore donné raison. Bien à vous.

 **Anthony Touelles**
 Conseiller municipal
 atouelles@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Renaissance Malakoff > 2 élus
Crèches en difficulté de recrutement à Malakoff

Dans le dernier conseil municipal, nous avons délégué sur le tableau des effectifs de la ville de Malakoff. Ce tableau nous révèle qu'il manque 98 effectifs à temps plein (ETP).

Mais surtout, ce qui est très inquiétant, ce sont les postes vacants sur le secteur de la petite enfance ! En effet sur 113 ETP prévus seuls 67 sont pourvus ! Il manque donc 46 agents dans ce secteur, soit plus de 40 % de postes vacants.

Nous avons questionnées des familles, qui nous ont fait part de leurs interrogations et de leurs inquiétudes : « Nos enfants bénéficient-ils de toute l'attention nécessaire à leur bon développement ? La sécurité de nos enfants est-elle assurée ? Même si nous savons que les personnels de la petite enfance sont compétents, dévoués et qu'ils font leur maximum pour le bien-être des enfants... nous sommes inquiets ! »

Que répond la majorité municipale : « Nous en avons conscience... Nous lançons une campagne de recrutement et d'affichage dans la ville... Mais le recrutement est difficile par manque d'attractivité du métier... » Nous avons donc voulu en savoir plus auprès des villes voisines sur la situation de ce secteur. Eh bien, cela se passait beaucoup mieux que chez nous, avec un taux de vacance de poste oscillant entre 10 et 15 % !

Nous posons donc la question : Qu'est-ce qui ne fonctionne pas à Malakoff ? Des salaires trop bas ? Des conditions d'accès au travail difficiles (transport, absence de logement sur place...)?

Nous demandons à la majorité municipale de faire de la petite enfance une vraie priorité, en offrant des conditions de recrutement attractives pour permettre aux jeunes couples, qui ont choisi de

vivre à Malakoff, de pouvoir concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle.

Rejoignez-nous en cliquant sur le site du parti Renaissance puis inscrivez-vous sur le comité Renaissance Malakoff.

 **Roger Pronesti**
 Conseiller municipal
 Renaissance.malakoff@gmail.com

Élu non inscrit - Malakoff Insoumise et Populaire > 1 élu
SRU menacée : logement social en danger

Le 7 février dernier, le Conseil municipal a adopté notre vœu contre la remise en cause de la loi SRU. Cette loi impose aux communes de plus de 3500 habitants d'atteindre 25% de logements sociaux en 2025. Mais un certain nombre de Maires traînent les pieds et préfèrent payer des amendes.

Or, le gouvernement, plutôt que de sanctionner les villes hors-la-loi, préfère assouplir la loi SRU. Ainsi, les logements intermédiaires seraient comptabilisés dans le mode de calcul des 25% de logements sociaux. Un détricotage en règle qui va fortement pénaliser les classes populaires !

Nous appelons au contraire le gouvernement à adopter une politique volontariste en encadrant les loyers dans le privé, en appliquant les sanctions de la loi SRU, en réquisitionnant les logements vides et en renforçant les aides au logement et les aides à la pierre.

Face aux attaques du gouvernement, défendons le droit au logement !

 **Martin Vernant**
 Conseiller municipal
 mvernant@ville-malakoff.fr

Élu non inscrit - Malakoff citoyen > 1 élu
Manœuvres financières de complaisance ?

Malgré les grands renforts de communication pour faire croire que tout avance avec la majorité municipale, rien n'est fait pour améliorer les conditions des agents, la sécurisation des enfants avec plus d'agents comme les ATSEM, les animateurs, les policiers municipaux, les personnels de crèche.

Notre ville devrait proposer des solutions innovantes pour préserver la mixité sociale qui fait notre ADN et surtout valoriser la vraie démocratie participative.

Il y a des faits de délinquance, de détérioration de véhicules, de violence et de trafic et de consommation de drogues, cependant la majorité municipale préfère ne rien faire et attendre la police nationale en sous-effectif.

Est-ce vraiment une bonne idée ?

Je resterai constructif pour permettre à notre ville d'avancer avec une opposition qui a très souvent raison grâce à nos rencontres Malakoff Citoyen..

 **Ange Stéphane Tauthui**
 Conseiller municipal
 stauthui@ville-malakoff.fr

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL
 LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

Majorité municipale

Élu-e-s du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen-ne-s > 16 élu-e-s
Un nouveau coup porté au logement social !

Dans son récent rapport annuel, la fondation Abbé-Pierre constate que le mal-logement touche près de 15 millions de personnes dans notre pays. 330 000 personnes dorment régulièrement à la rue, et plus de 8 000 demandes d'hébergement effectuées chaque soir auprès du 115 ne trouvent pas de réponse.

Entre 2010 et 2022, le nombre de ménages demandeurs d'un logement social est passé en Île-de-France de 406 000 à 783 000, ce qui représente 1 752 000 personnes. Seule une demande sur 10 est satisfaite chaque année.

Nous savons quelles sont les conséquences dramatiques du mal-logement en termes de rupture de dignité, de dégradation des conditions de vie, de la santé, de la réussite scolaire pour les enfants et de l'insertion sociale pour toutes et tous. Nous savons que la crise du logement amplifie les inégalités sociales, fracture nos territoires, disloque notre lien social, et compromet notre capacité à faire société ensemble.

Face à ce constat alarmant, le gouvernement a durci son offensive antisociale et plus particulièrement contre les classes populaires : l'auteur de la loi « antisquat », qui prévoyait d'envoyer en prison les personnes qui ne peuvent plus payer leur loyer, est devenu le nouveau ministre du logement. Comme il le fait pour l'hôpital et notre système de santé, comme il le fait pour l'école, le gouvernement poursuit son offensive ultra-libérale, qui consiste à livrer au secteur privé et à la spéculation toutes les chaînes de solidarité qui construisait notre pacte social.

Le Premier Ministre a d'ores et déjà enterré la loi SRU, qui obligeait les communes à avoir 25% de logements sociaux, en décidant d'intégrer dans ce calcul le logement intermédiaire : autant dire que plus rien n'oblige les communes qui ne respectaient pas la loi à changer de comportement !

Malakoff ne cèdera jamais sur la mixité sociale et urbaine : nous maintenons nos 42% de logements sociaux, facilitons le développement du bail réel solidaire et nous exigeons du Territoire la limitation drastique des transformations de logements en locations touristiques sur notre commune.

 **Hugo Poupard**
 Conseiller municipal
 hpoupard@ville-malakoff.fr

Élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV, Génération-s et citoyen-ne-s > 7 élu-e-s
Le Temps du déshonneur

« Si tu savais ce que cela nous rappelle ! ». Cette exclamation de ma propre mère résonne encore comme un cri de détresse alors qu'en 2015, on commentait dans tous les médias le dispositif dont l'Europe allait officiellement se doter pour devenir une forteresse inaccessible aux malheureux fuyant les guerres et les atrocités. De terre d'accueil, notre continent se muait à nouveau en terre d'écueils.

Et à présent, marchons-nous ouvertement dans les pas du gouvernement de Vichy maintenant qu'un petit chef prétend réformer la Constitution pour en exclure l'un des droits les plus

fondamentaux, à savoir être automatiquement reconnu ressortissant du pays où l'on est né ? Entre 1940 et 1944, le régime de Pétain procéda à près de 15 000 déchéances de nationalité – un nombre extraordinairement élevé pour l'époque – dont plus de la moitié concernait des Juifs, juste avant de promulguer ses iniques lois antisémites. À notre jeunesse qui affiche chaque jour davantage son désir d'un autre monde, plus respectueux, plus égalitaire, plus altruiste, notre gouvernement ne répond que par sa rhétorique martiale et ses obsessions réactionnaires où la haine le dispute à la médiocrité et à la lâcheté politique, s'exaltant toute honte bue à mesure que se rapproche le bruit des bottes fascistes.

Si réarmement il doit y avoir, c'est bien celui des consciences.

Malakoff a toujours mis un point d'honneur à accueillir les personnes cherchant refuge, dont, entre autres, les exilé-e-s éreinté-e-s par un périple épouvantable. Elle sera toujours au rendez-vous, quelles que soient les circonstances, pour se dresser contre ces injustices.

Il n'existe qu'une seule Humanité. Notre groupe juge fondamental de consacrer le droit imprescriptible de chacun-e à fouler la terre où bon lui semble.

« La France n'est jamais si belle que lorsqu'elle s'oublie ». Louise Michel.

 **Michaël Goldberg**
 Conseiller municipal délégué à la Culture scientifique
 mgoldberg@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Socialistes et apparenté-e-s > 4 élu-e-s

L'Europe se construira à gauche !

Dans un contexte de montée de la droite et de l'extrême droite en France comme à travers le continent, nous devons peser pour faire front face au libéralisme et au conservatisme.

Nous devons faire entendre notre voix au sein du parlement européen afin que nos élus puissent mettre en place un projet politique pour une Europe protectrice de ses citoyens et travailleurs. Une Europe souveraine sur les plans alimentaire, énergétique et industriel, qui se donne les moyens de la bifurcation écologique et réponde aux inquiétudes et besoins de tous, en particulier les plus fragiles. Une Europe de la défense qui fasse entendre sa voix dans les conflits internationaux. Il faut aussi que les citoyens soient impliqués, car Jacques Delors qui a œuvré pour concrétiser l'idéal européen, en ne cédant rien au réel mais en s'y confrontant, et qui a lancé la monnaie unique, savait qu'il fallait que chacun s'approprie cette construction européenne.

C'est pour cela que nous avons choisi de nous allier à Place Publique pour les prochaines élections et à Raphaël Glucksmann, comme tête de liste. Depuis 5 ans, élu au parlement européen, au sein de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates, comme co-président, il a porté de valeureux combats, contre l'ingérence de la Russie dans les démocraties, pour le respect des droits humains et le devoir de vigilance des multinationales, la taxation des super profits, la lutte contre les accords de libre-échange climaticides...

Pour cela, nous avons besoin de votre voix car le scrutin du 9 juin est important. Il traduira notre engagement, et notre volonté de continuer à

construire une Europe libre et protectrice pour tous et combattant le repli sur soi. Nous aurons plaisir à vous rencontrer et discuter avec vous sur ces thèmes sur le marché ou dans des cafés-débats, mais débattons la peur ne doit pas guider notre vote.

 **Antonio Oliveira**
 Adjoint à la maire, chargé de la santé et des Finances locales
 aoliveira@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Nouveau souffle > 2 élus

Pour un sursaut citoyen

Le gouvernement lâche donc les amarres : mépris de la parole des femmes, stigmatisation des pauvres et des précaires, entraves à l'accueil des étrangers, attaques contre l'indemnisation des chômeurs, complaisance à l'égard des communes qui refusent les logements sociaux, abandon de la réduction de l'usage des produits chimiques en agriculture. Jusqu'à confier la politique du logement à un homme il y a peu encore acharné à mettre en prison des gens parce qu'ils ne peuvent plus payer leur loyer.

Au motif – réel – que bien des personnes sont bousculées par des changements dans de nombreux domaines de leur vie, on offre en pâture les plus fragiles pour mieux exonérer les nantis des nécessaires efforts qui leur incombent pour la solidarité et la transformation écologique.

Dans un tel contexte notre ville doit demeurer plus que jamais l'espace du respect mutuel, de la solidarité, de la liberté des femmes et des avancées écologiques. Mais nul ne doit croire que cela nous mettrait à l'abri des aventures nationales de tous ordres. Il y a des dégâts que les meilleures volontés locales ne parviendront plus à contenir.

Plutôt que de mettre de l'huile sur les feux qui couvent dans la société ou de refuser de voir que les changements sociaux, migratoires, écologiques suscitent des réactions qui méritent autre chose que des anathèmes et des réactions dogmatiques, il nous revient d'entendre, de dénouer les crispations, de trouver les solutions ensemble. C'est la raison pour laquelle, élus de « nouveau souffle » nous appelons chacune et chacun au sursaut comme citoyen-ne-s de notre ville, du pays, de l'Europe et du Monde.

 **Pascal Brice**
 Conseiller municipal
 pbrice@ville-malakoff.fr